

M. Thierry LE BARS



Grade : Professeur

Discipline : Droit Privé

Spécialité : Droit judiciaire privé, droit patrimonial de la famille, publicité foncière, surendettement.

Bureau : DR 353

Tel : + 33 2 31 56 51 45

Mel : thierry.lebars@unicaen.fr

RESPONSABILITES UNIVERSITAIRES ET ACADEMIQUES

- Codirecteur du Master de droit notarial de Caen.
- Responsable de la validation de matières.
- Référent « Reconnaissance de l'engagement étudiant ».
- Ancien Doyen de la Faculté de Droit.
- Ancien directeur de l'Institut d'Etudes Judiciaires de Caen.
- Créateur de la première licence professionnelle « activités notariales » instaurée en France, sur le site universitaire d'Alençon, en septembre 2003.
- Créateur du Collège d'Excellence de la Faculté de Droit (CEFD) en 2014.

ENSEIGNEMENTS

- Publicité foncière. Master 2 de droit notarial.
- Régimes matrimoniaux, successions, libéralités. Master 2 de droit notarial.
- Droit judiciaire privé. Master 1 et 2 Justice Procès Procédure.
- Droit processuel. Master 2 Justice Procès Procédure.
- Droit des biens. Licence 1 de droit.

RECHERCHES - PUBLICATIONS (Sélection)

THESE

- Le défaut de base légale en droit judiciaire privé (Caen, 1994). Prix Guillouard 1995. Prix de thèse de la Chambre des Avoués près la Cour d'appel de Paris. Thèse publiée dans la collection LGDJ, 1997.

OUVRAGE

- Droit judiciaire privé, ouvrage de feu le Doyen Jacques Héron, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e éditions, 7^e édition (Karim Salhi coauteur), collection Domat-LGDJ.
- Participation à la rédaction de l'ouvrage La réforme du droit des contrats. Commentaire article par article de l'ordonnance du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, dir. Th. Douville, éd. Gualino, p. 15 à 19 et p. 404 à 435, 1^{ère} éd. 2016 ; p. 20 à 25 et p. 398 à 427, 2^e éd. 2018.

- Participation à la rédaction de l'ouvrage Précis de culture juridique, dir. F.-X. Lucas et Th. Revet, (« Les conflits de lois dans le temps »), LGDJ, coll. CRFPA, 1ère éd. 2017 ; 2nde éd. 2018 ; 3e éd. 2019 ; 4e éd. 2020 ; 5e éd. 2021 ; 6e éd. 2022 (5 pages).

ARTICLES & COMMENTAIRES

- Divers articles et commentaires sur le droit civil, le droit du surendettement, le droit judiciaire privé et la publicité foncière.
- « La théorie du fait constant », Semaine Juridique, éd. générale 1999, I, n° 178, p. 1969.
- « La computation des délais de prescription et de procédure. Quiproquo sur le dies a quo et le dies ad quem », Semaine Juridique, éd. générale 2000, I, n° 258, p. 1747.
- « Nouvelles observations sur la codification « à droit constant » du Code de commerce. L'article 631 du Code de commerce était abrogé depuis... 1991 », Semaine Juridique, éd. générale 2000, actualité, p. 2163. Semaine Juridique, éd. entreprise et affaires 2000, actualité, p. 2021.
- « Loi S.R.U. : petit problème d'application dans le temps des dispositions relatives aux délais de rétractation et de réflexion », Semaine Juridique, éd. notariale et immobilière 2001, p. 952.
- « Vers une suppression de l'effet suspensif de l'appel ? », Dalloz 2002, p. 1987.
- « Mesures conservatoires », Dictionnaire de la Justice, PUF, 2004, dir. L. Cadiet.
- « Collégialité – Juge unique », Dictionnaire de la Justice, PUF, 2004, dir. L. Cadiet.
- « Agrégation de droit privé : pour la suppression de l'épreuve de 24 heures », Dalloz 2004, Point de vue, p. 4.
- Commentaire de Cass. Civ. 3e, 26 novembre 2003 (procédures collectives, droit judiciaire privé et publicité foncière), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2004 n° 3.
- Commentaire, en collaboration avec M. Pierre Cagnoli, de Cass. Com. 3 décembre 2003 (procédures collectives et droit judiciaire privé), Dalloz 2004, J, Cahier droit des affaires, p. 1079.
- Commentaire, en collaboration avec M. Pierre Callé, de C. A. Orléans 18 mars 2004 (Clause compromissoire : l'application rétroactive de l'article 2061 du Code civil), Semaine Juridique, éd. générale 2004, n° 10103.
- « La méthode législative et l'histoire de la colonisation », Dalloz 2005, Point de vue, p. 788.
- Commentaire de Cass. Avis, 10 janvier 2005 (surendettement), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2005 n° 7.
- Commentaire de Cass. Civ. 2e, 10 février 2005 (surendettement), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2005 n° 8.
- Commentaire de Cass. Com., 12 avril 2005 (publicité foncière et procédure civile), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2005, n° 10.
- Commentaire de Cass. Com., 12 avril 2005 (publicité foncière et procédure civile), Semaine Juridique, éd. Notariale et Immobilière 2005, n° 1323, p. 1207.
- Commentaire de Cass. Avis, 24 juin 2005 (surendettement), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2005 n° 15.
- Commentaire de Cass. Civ. 2e, 15 septembre 2005 (surendettement), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2005 n° 18.
- Commentaire, en collaboration avec M. Pierre Callé, de Cass. Civ. 1ère, 22 novembre 2005 (arbitrage), recueil Dalloz 2006, J, p. 277.
- Commentaire de Cass. Civ. 2e, 20 octobre 2005 (surendettement), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2006 n° 1.

- Commentaire de Cass. Com. 10 janvier 2006 (procédures collectives), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2006 n° 3.
- Commentaire de Civ. 3e, 29 mars 2006 (procédures collectives), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2006 n° 145/12.
- « La perte de fondement juridique en droit judiciaire privé », Le nouveau Code de procédure civile (1975-2005), dir. J. Foyer et C. Puigelier, éd. Economica, 2006, p. 269.
- Commentaire de Civ. 2e, 28 juin 2006 (surendettement), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2006 n° 174/15.
- « Convention de divorce, maintien des immeubles en indivision et nécessité d'un acte notarié », Gazette du Palais 2007, n° 187-188, p. 2.
- « Actualité du droit du surendettement : janvier 2006 à novembre 2007 », Revue Procédures 2008, Etude n° 1, p. 6.
- « Arrêté du 28 avril 2008 relatif au diplôme supérieur de Notariat. Nouvelles exigences réglementaires », JCP N 2008, Actu 453, p. 3.
- « Positivismisme, dogmatisme, réalisme et dérive de la Cour de cassation », Mélanges dédiés à la mémoire du Doyen Jacques Héron, LGDJ, 2008.
- Commentaire de Civ. 2e, 17 avril 2008 (surendettement), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2008 n° 169/11.
- « Pour une conception autonomiste du régime matrimonial de la participation aux acquêts », Mélanges G. Wiederkehr, éd. Dalloz, 2009, p. 487.
- Commentaire de Civ. 2e, 13 novembre 2008 (surendettement), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2009 n° 59/4 ; Semaine Juridique, éd. Entreprise et affaires 2009, n° 1473, p. 21.
- « Janvier 2038. Songe d'une nuit d'hiver » (nouvelle), Les Petites Affiches 2009-27, p. 9.
- Commentaire de Com. 3 février 2009, pourvoi n° 07-18.931 (droit judiciaire privé et procédures collectives), L'essentiel. Droit des entreprises en difficulté 2009/2, p. 2.
- Commentaire de Com. 3 février 2009, pourvoi n° 07-16.903 (droit judiciaire privé et procédures collectives), L'essentiel. Droit des entreprises en difficulté 2009/2, p. 5.
- Commentaire de Civ. 2e, 14 mai 2009, pourvoi n° 07-21.599 (surendettement), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2009, n° 183/12.
- « Suppression de la profession d'avoué : et après ? », La Semaine Juridique éd. Générale 2009/28, Libres propos n° 91, p. 12.
- « De la théorie des charges de la preuve et de l'allégation à la théorie globale des risques processuels », Mélanges G. Goubeaux, LGDJ, 2009, p. 319.
- Commentaire de Civ. 3e, 18 novembre 2009, pourvoi n° 08-11.893 (publicité foncière et nullités de la période suspecte), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2010, n° 25/2.
- Commentaire de Cass. Mixte, 11 décembre 2009, pourvoi n° 08-13.643, JCP G 2010, 51.
- Commentaire de Civ. 2e, 20 mai 2010, pourvoi n° 09-12.768 (surendettement et office du juge en matière de contradiction), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2010, n° 209/15.
- « La réforme du droit du surendettement (loi n° 2010-737 du 1er juillet 2010) », article élaboré en collaboration avec M. Karim Salhi, Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2010, n° 195/14.
- « Les nouvelles procédures de traitement du surendettement des particuliers (loi n° 2010-737 du 1er juillet 2010 et décret n° 2010-1304 du 29 octobre 2010), article élaboré en collaboration avec M. Karim Salhi, Rev. Procédures 2011, étude n° 1.

- Commentaire de Civ. 2e, 31 mars 2011, pourvoi n° 10-10.990 (surendettement, infraction pénale et assurance), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2011, n° 130/9.
- « Les clauses dites pénales en droit des libéralités ou le mariage de la carpe et du lapin », Mélanges à la mémoire de Patrick Courbe, Dalloz, 2012, p. 345.
- « Le nouveau régime de la révocation des donations pour survenance d'enfant », Les Petites Affiches 2012, Numéro spécial « 108e congrès des notaires de France », p. 16.
- Commentaire de Cass. Com. 20 novembre 2012, pourvoi n° 11-17653 (assignation en France d'une personne morale étrangère en la personne de son dirigeant), Bulletin Joly Sociétés 2013, p. 140.
- Commentaire de Cass. Com., 22 janvier 2013, n° 11-29.028 (pouvoirs des membres d'une SCP de mandataires judiciaires désignée dans le cadre d'une procédure collective), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2013, comm. n° 62/5.
- Commentaire de Civ. 2e, 6 juin 2013, n° 12-19.155 (surendettement : conditions de l'extinction des dettes en cas de clôture d'une procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif) conjointement avec P. Cagnoli, Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2013, comm. n° 178/13.
- « Sécurité juridique et publicité foncière : la jurisprudence Vallet est-elle vraiment morte ? », Les Petites Affiches 2015/86, numéro spécial « 111e congrès des notaires de France », p.80.
- Commentaire de Cass. Avis 6 juillet 2015, n° 15005P, demande d'avis n° 1570002 (surendettement : incidence de la subrogation du fonds de garantie des victimes d'infractions), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2015, comm. n° 201/13.
- Commentaire de Civ. 1ère, 16 décembre 2015, n° 14-29.285 (revirement de jurisprudence sur les clauses dites pénales en droit des libéralités), D. 2016, p. 578.
- Commentaire de Cass. Com., 18 mai 2016, n° 14-25.997 (liquidation judiciaire et article 531 CPC), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2016, comm. n° 149/11.
- « Convention européenne des droits de l'homme et état des personnes : instauration d'une procédure de réexamen des décisions de justice en matière civile », Dr. famille 2017/1, dossier n° 12.
- Commentaire de Cass. Com., 4 mai 2017, n° 15-24.854 (irrecevabilité de la déclaration de créance et notion de rejet), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2017, comm. n° 167/11.
- Commentaire de Civ. 2e, 1er juin 2017, n° 15-25519 (absence d'effet interruptif des délais pour agir ouverts au créancier, en cas de saisine d'une commission de surendettement par un débiteur), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2017, comm. n° 213/14.
- « Menaces sur la cassation à la française : des propositions de réforme consternantes », Gazette du Palais 10 avril 2018, n° 14, p. 12.
- Commentaire de Civ. 2e, 12 avril 2018, n° 17-14.126 (caractérisation d'une situation de surendettement et saisie des rémunérations), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2018, comm. n° 167/12.
- « Relaxe du chef d'une infraction non intentionnelle et autorité de chose jugée sur les intérêts civils : revirement de jurisprudence », article élaboré en collaboration avec Mme Agnès Cerf, Rev. Procédures 2019, étude n° 3.
- Commentaire de Civ. 2e, 10 janvier 2019, n° 17-21.774 (rétablissement personnel, effacement des dettes de loyers et résiliation du bail), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2019, comm. n° 59.

- Commentaire de Civ. 2e, 6 juin 2019, n° 18-16.228 (surendettement et cautionnement des dettes d'une société), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2019, comm. n° 208.
- Commentaire de Civ. 2e, 5 septembre 2019, n° 18-15.547 (surendettement, saisie immobilière et appel du jugement d'orientation), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2019, comm. n° 236.
- Commentaire de Civ. 2e, 26 septembre 2019, n° 18-20.101 (surendettement, notion d'emprunt), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2020, comm. n° 21.
- Commentaire de Civ. 2e, 9 janvier 2020, n° 18-19.846 (surendettement, conséquences de l'inexécution des mesures recommandées et homologuées), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2020, comm. n° 33.
- Commentaire de Civ. 2e, 30 janvier 2020, n° 18-22.528 (appel général et absence d'effet dévolutif), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2020, comm. n° 102.
- Commentaire de Civ. 1ère, 18 décembre 2019, n° 18-26337, (« Théorie des avantages matrimoniaux : l'horizon s'assombrit pour le régime de la participation aux acquêts »), commentaire élaboré en collaboration avec Mme Laurence MAUGER-VIELPEAU, Rec. Dalloz 2020, p. 635.
- « Proposition de lecture du Rapport sur les « cassations disciplinaires » en matière civile », JCP G 2020, 1199.
- Libres propos : « Soupçon et défiance. À propos de la délocalisation de la correction des copies de l'examen d'entrée aux CRFPA », JCP G 2020, 1368.
- Commentaire de Com., 8 avril 2021, n° 19-22.580 (effets d'un renvoi pour cause de suspicion légitime sur les jugements rendus dans une procédure collective), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2021, comm. n° 132.
- « Les procédures de surendettement des particuliers : une illustration des insuffisances du législateur contemporain », in Mélanges offerts à Philippe Théry. Les coutures du droit, coédition LGDJ-Dalloz, 2022, p. 359.
- Commentaire de Civ. 2e, 4 novembre 2021, n° 20-13.568 (conséquences sur la déclaration d'appel d'une signification à une adresse erronée), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2022, comm. n° 42.
- Commentaire de Civ. 2e, 3 mars 2022, n° 20-18.768 (dispense de présentation à l'audience en droit du surendettement et procédure d'appel), Lettre de l'Actualité des Procédures Collectives 2022, comm. n° 137.
- Article : « La compétence du conseiller de la mise en état pour prononcer l'irrecevabilité des prétentions nouvelles en appel », Dalloz Actualités 7 juillet 2022 : <https://www.dalloz-actualite.fr/node/competence-du-conseiller-de-mise-en-etat-pour-prononcer-l-irrecevabilite-des-pretentions-nouvel>.

CONFERENCES PUBLIEES

- Conférence sur « Le principe contradictoire et l'expert judiciaire », le 13 mars 1997, à la Cour d'appel de Caen, à l'occasion de l'Assemblée Générale annuelle de la compagnie des experts judiciaires. Texte publié dans la revue Experts, n° 36, septembre 1997, p. 4.
- Animation d'une table ronde consacrée à la saisine du juge, lors des « entretiens du Palais » (colloque destiné aux magistrats et avocats) d'Aix-en-Provence, des 3 et 4 octobre 2003. Numéro spécial de la Gazette du Palais des 28 et 29 janvier 2004, p. 18 et s (propos introductifs : 2 pages).

- Conférence sur « Les associations, sujets du droit de l'environnement », lors du colloque intitulé « Le droit et l'environnement », organisé à Caen, le 6 avril 2006, par l'association Henri Capitant. Texte publié in *Le droit et l'environnement*, Journées nationales de l'Association Henri Capitant, tome XI, Dalloz, Thèmes commentaires, 2010, p. 117 (9 pages).
- Communication de « Synthèse sur les procédures disciplinaires », lors du colloque intitulé « Vers un droit commun disciplinaire ? », organisé à Saint-Etienne les 27 et 28 janvier 2005 par le Centre de Recherches Critiques sur le Droit (UMR CNRS 5137) de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne. Texte publié in *Vers un droit commun disciplinaire ?*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2007, p. 319 (9 pages).
- Conférence sur « Histoire officielle et pressions officielles françaises dans les textes : questions de droit », lors du colloque intitulé « Pour une histoire critique et citoyenne : le cas de l'histoire franco-algérienne », organisé à Lyon, les 20, 21 et 22 juin 2006, par l'Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines de Lyon. Texte en ligne sur http://ens-web3.ens-lsh.fr/colloques/france-algerie/communication.php3?id_article=210. Texte remanié et publié in *La France et l'Algérie : leçons d'histoire. De l'école en situation coloniale à l'enseignement du fait colonial*, Institut National de Recherche Pédagogique, 2007, p. 131 (12 pages).
- Conférence sur « Les nouvelles règles du partage », lors du colloque intitulé « Le nouveau droit patrimonial de la famille », organisé à Caen, les 15 et 16 mars 2007, par le Centre de Recherche en Droit Privé de l'Université de Caen. *Semaine Juridique, édition notariale et immobilière 2007*, n° 1205 (3 pages).
- Co-organisation, avec le Pr Mathias Audit, d'un colloque intitulé *Regards croisés sur l'autorité de la chose jugée*, à l'Université de Caen, les 3 et 4 mai 2007. Présentation d'une conférence sur « Autorité positive et autorité négative de chose jugée ». Actes du colloque publiés dans la *Revue Procédures* d'août-septembre 2007.
- Conférence sur « La nature juridique de la prescription : Une question sans réponse ? », colloque organisé à Rennes, sur la réforme de la prescription, le 15 mai 2009, par l'IODE et la Faculté de droit de Rennes I. Actes du colloque publiés in *La réforme de la prescription en matière civile : Le chaos enfin régulé ?*, Dalloz, Thèmes commentaires, 2010, p. 3 (8 pages).
- Conférence sur « Les délais applicables à la procédure d'appel », colloque organisé à la Cour de cassation le 10 décembre 2010, par l'Université de Paris I, l'Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne (IRJS) et la Cour de cassation, sous l'intitulé : *Rencontres de procédure civile. La voie d'appel et le décret du 9 décembre 2009*. Actes du colloque publiés in *La réforme de la procédure d'appel*, IRJS Editions, 2011, p. 41 (8 pages).
- Conférence sur « La réforme du droit du surendettement. Aspects procéduraux », colloque organisé par le Laboratoire de droit privé de l'Université de Montpellier I, à Montpellier, le 24 juin 2011, sous l'intitulé : *Vers un nouveau droit de la consommation*. Actes du colloque publiés in *Revue de droit bancaire et financier* 2011/6, n° 33 (3 pages).
- Conférence sur « La dissimulation et le droit patrimonial de la famille », colloque organisé par le Centre de Recherche en Droit Privé de l'Université de Caen, à Caen, les 20 et 21 octobre 2011 sur *La dissimulation et le droit*, publié in *Droit et dissimulation*, dir. A. Cerf-Hollender, éd. Bruylant, coll. « penser le droit », 2013, p. 31.
- Conférence sur « Henri Motulsky était-il kelsénien ? », colloque organisé par le Centre de Recherche en Droit Privé de l'Université de Caen, à Caen, le 20 janvier 2012, sur le thème *Que reste-t-il de la pensée de Henri Motulsky ?*, *Rev. Procédures* mars 2012, dossier n° 12.

- Conférence sur « L'ordonnance camerounaise du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier. Analyse d'un texte de droit camerounais à la lueur des principes et méthodes du droit français », colloque organisé à Soa (Cameroun) par l'Université de Yaoundé II avec le soutien de l'Agence Universitaire de la Francophonie et la collaboration du Centre pour l'Environnement et le développement, les 28, 29 et 30 mai 2013 sur Droits fonciers des populations, agriculture et exploitation forestière en Afrique subsaharienne, Revue africaine des sciences juridiques, numéro spécial/2014, éd. L'Harmattan, 2015, p. 9.
- Conférence sur « Faut-il abandonner l'appel voie d'achèvement ? », colloque organisé par le Centre de Recherche en Droit Privé de l'Université de Caen, à Caen, le 28 mars 2014, sur le thème Les métamorphoses de la procédure civile, Gaz. Pal. 2014, n° 211-212, p. 41.
- Présidence d'une table ronde sur la question « l'appel, quels enjeux ? », colloque organisé par l'Institut Demolombe de l'Université de Caen, à Caen, le 11 mars 2016, sur le thème 40 ans après... Une nouvelle ère pour la procédure civile ?, éd. Dalloz, 2016, coll. Thèmes et commentaires, p. 73.
- Conférence sur « Le contrôle de la médiation de la consommation par le juge », colloque organisé par la Faculté de droit de Dijon, à la chambre de commerce de Dijon, le 13 mai 2016, sur le thème La médiation de la consommation, CREDIMI, vol. 49, éd. LexisNexis, 2017, p. 139 s.
- Conférence sur « Appel et pourvoi en cassation en matière civile en droit français. Les limites du contrôle opéré par la Cour de cassation française », symposium organisé à Ankara par l'Académie Judiciaire de Turquie, les 20 et 21 avril 2017, sur le thème « Les limites du contrôle juridique de cassation et de la juridiction de cassation » dans le cadre de la réforme de l'appel en Turquie. A paraître.
- Conférence sur « Procédure de cassation. Auto-réforme de la Cour de cassation », colloque organisé par l'Institut Demolombe (EA 967) sur le thème « Vers une procédure civile 2.0 », à l'auditorium du musée des beaux-arts de Caen, le 16 mars 2018. Vers une procédure civile 2.0, éd. Dalloz, 2018, p. 139 s.
- Conférence sur « Réflexions désabusées sur la réforme permanente de la justice civile », in L'avenir du procès civil, 2e séminaire de droit processuel du 21 février 2019 (Paris I et Paris II), Semaine Juridique éd. Générale 2019, supplément au n° 14, p. 22.
- Rapport de synthèse, à l'issue du colloque organisé par l'Institut de Recherche en Droit Privé de l'Université de Nantes, sur le thème de « L'algorithmisation de la justice », à Nantes, le 6 mars 2020. L'algorithmisation de la justice, (dir. J.-P. Clavier), éd. Larcier, 2020, p. 201.
- Conférence sur « Le principe de l'exécution provisoire des décisions de première instance », colloque organisé par le laboratoire Thémis-UM de la Faculté de droit de l'Université du Mans sur le thème « La simplification de la Justice, quel bilan depuis la " loi Belloubet " », amphithéâtre Mercure de l'Université du Mans, le 26 mars 2021, Lexbase avocats n° 316 du 1er juillet 2021, n° N7622BYX (<https://webmail.unicaen.fr/service/home/~/?auth=co&loc=fr&id=486232&part=7>).

CONFERENCES NON PUBLIEES

- Conférence sur La motivation des décisions de justice, le 29 mai 1997, à l'Ecole Nationale de la Magistrature (Paris), dans le cadre de journées de formation continue des magistrats.

- Conférence sur Le droit du surendettement des particuliers, organisée par l'Association du DESS de droit notarial de Caen et l'Association Normande des Juristes d'Affaires, à destination des notaires, des avocats et des banquiers de Basse-Normandie. Caen (hôtel Mercure) avril 1999.
- Conférence sur Les effets du pacte civil de solidarité dans les rapports entre les parties, le 2 mai 2000, dans l'amphithéâtre Demolombe de l'Université de Caen.
- Exposé sur Le droit à l'image des biens, le jeudi 19 octobre 2000, à la Maison de la Recherche et des Sciences Humaines (Caen), dans le cadre de la fête de la science.
- Conférence sur Les mécanismes de la responsabilité juridique, dans le cadre de la journée d'étude « Ambiance contrôlée et responsabilité juridique : quels risques aujourd'hui ? », organisée pour le Pôle de Formation aux Métiers en Environnement Contrôlé, le 26 avril 2001, à l'Ecole d'Ingénieurs de Cherbourg-Octeville.
- Conférence sur Le sort des articles 631 et 639 de l'ancien code de commerce, dans le cadre du colloque sur « Les nouveaux codes. Incidence des nouvelles codifications sur le droit des activités économiques », organisé à Paris le 16 mai 2001 par le Magistère de Droit des Activités Economiques de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Conférence sur L'insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel (loi n° 2003-721 du 1er août 2003), dans le cadre d'une matinée de conférences organisée par l'Association Normande des Juristes d'Affaires, à Caen, le 15 mai 2004.
- Conférences sur Les techniques de liquidation du régime français de communauté réduite aux acquêts et sur Le partage judiciaire et amiable d'une succession en droit français, dans le cadre d'un séminaire organisé par le Conseil Supérieur du Notariat (français) à l'intention des notaires d'Afrique francophone réunis en congrès à Libreville (Gabon), le 1er décembre 2004.
- Conférence sur Le rôle possible des associations en matière de lutte contre la pollution de l'air, lors du « colloque pluridisciplinaire sur l'environnement », organisé à Caen, les 3 et 4 juin 2008 par le Centre de Recherche en Droit Privé et la Maison de la Recherche en Sciences Humaines.
- Conférence sur Le recrutement et la formation des magistrats français, lors du séminaire consacré à « Selection and election of judges in the U.S. and France », à l'Université Vanderbilt de Nashville (Tennessee, U.S.A.), organisé par le barreau de Nashville, le 30 octobre 2008.
- Conférence sur Les ouvertures à cassation, dans le cadre du cycle de conférences de l'Institut d'Etudes Judiciaires de l'université de Rennes I, le 23 mars 2011.
- Conférence sur L'entrée en vigueur de la réforme du droit des contrats, lors du colloque consacré à « la réforme du droit des contrats » (ordonnance du 10 février 2016), organisé à Caen, le 29 avril 2016 par l'Institut Demolombe (EA 967) et le master 2 de droit des affaires, concurrence et distribution de l'Université de Caen-Normandie.
- Conférence sur Les dispositions de droit transitoire, lors de la soirée de conférences organisée par la Faculté de droit de Caen et le Crédit Agricole de Normandie sur « la réforme de la réforme du droit des contrats » (loi du 20 avril 2018), le 31 mai 2018.
- Présidence d'une table ronde et communication sur le thème « Concentration procédurale et chantiers de la justice », lors des ateliers de procédure civile organisés le 13 juin 2018, à la Maison du barreau de Paris, par la revue Droit et procédure.
- Conférence sur « Le gage immobilier », conférence d'actualité organisé par l'Institut Demolombe (EA 967) sur le thème de « L'ordonnance du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des sûretés », Faculté de droit de Caen, le 23 novembre 2021.

- Conférence sur « L'impact de la réforme sur la réalisation de l'hypothèque », conférence d'actualité organisé par l'Institut Demolombe (EA 967) sur le thème de « L'ordonnance du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des sûretés », Faculté de droit de Caen, le 23 novembre 2021.
- Conférence sur « L'assistance et la représentation en matière prud'homale », colloque de l'Institut des Métiers du Droit et de l'Administration de l'Université de Caen Normandie, sur le thème de « *La réception de la nouvelle procédure prud'homale par les acteurs du procès du travail* », Troisième journée d'échanges entre universitaires et praticiens, Faculté de droit de Caen, le 13 mai 2022.